



La SMERRA favorise les expulsions des étudiants étrangers !

L'une des premières mutuelles étudiantes, la SMERRA, qui ne manque d'ailleurs pas d'envahir les campus chaque mois de septembre et qui prétend développer la solidarité avec les étudiants, contribue à favoriser les expulsions des étudiants étrangers qui connaissent des difficultés pour renouveler leur titre de séjour.

Au mois de juin dernier, la Smerra a été contactée par la préfecture de l'Isère au sujet d'une étudiante, Melle N.E, dont le titre de séjour n'avait pas été renouvelé. Se pliant aux pressions de la préfecture, la Smerra a alors supprimé les droits de Melle N. E., régulièrement inscrite à la faculté de Chambéry et s'étant acquis de ses droits envers la mutuelle étudiante Smerra pour l'année 2007-2008.

De plus, Melle N.E. est enceinte et bénéficie d'un suivi médical régulier à l'hôpital de Grenoble. Elle doit accoucher à la fin du mois de septembre !

Si Melle N. E. a reçu une Obligation de Quitter le Territoire Français (OQTF) en février 2008, elle a entamée une procédure juridique contre cette OQTF afin de pouvoir poursuivre ces études en France.

La Smerra n'est en aucun cas l'instance qui doit décider si Melle N. E. doit accoucher de son enfant ici ou non ! En se soumettant à la demande de la préfecture la Smerra agit contre les valeurs mutualistes et de solidarité qui devraient fonder une sécurité sociale et favorise clairement les expulsions des étrangers. Elle met en danger cette personne et son enfant alors même qu'elle avait acquis régulièrement ses droits en payant sa cotisation en début d'année!

Nous dénonçons vivement ces pratiques lâches et irresponsables, et demandons à la Smerra de soutenir Melle N. E. pour lui permettre d'accoucher dans les meilleures conditions possibles, de refuser de se soumettre aux pressions de la préfecture, et de développer une politique solidaire envers les étudiants qui en ont le plus besoin, ce qui n'est que répondre aux missions premières d'une mutuelle étudiante !

Nous continuerons à lutter contre toutes les expulsions et pour la régularisation de toutes les personnes entrées en France quelles que soient leurs situations.

